

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van artikel 79/8, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zal in de loop van het schooljaar 2020-2021 de eerste fase van registratie van de inschrijvingsaanvragen plaatsvinden tussen 1 februari 2021 en 5 maart 2021, met uitzondering van het ontspanningsverlof als bedoeld in artikel 4, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2020 tot vaststelling van de vakantie en de verlofdagen in het basis- en secundair onderwijs voor het schooljaar 2020-2021.

Art. 2. In de loop van het schooljaar 2020-2021 kan de Regering, in afwijking van artikel 79/8, § 1, lid 2, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, de datum voor de tweede fase van de registratie van de inschrijvingsaanvragen uitstellen indien zij van oordeel is dat op diezelfde datum de gezondheidsvoorwaarden in verband met COVID-19 de inschrijving van de aanvragen in de instellingen niet mogelijk maken.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2021.

Art. 4. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 januari 2021.

De Minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/30218]

14 JANVIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de fonctionnement des jurys de l'épreuve de certification à l'issue de la formation d'insertion professionnelle aux fonctions de Directeur de zone et de Délégué au contrat d'objectifs, ainsi que la pondération entre les critères d'évaluation et les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des Directeurs de zone et des Délégués au contrat d'objectifs, les articles 67, § 3, alinéas 4 et 6, et 82, § 3, alinéas 4 et 6;

Vu le test genre du 18 septembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnes de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 19 octobre 2020;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°68.360/2, donné le 16 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 octobre 2019 fixant le plan de formation d'insertion professionnelle en application des articles 67, § 2, et 82, § 2, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs;

Considérant l'arrêté du 14 janvier 2021 du Gouvernement de la Communauté française fixant le plan de formation initiale des directeurs de zone et des délégués au contrat d'objectifs dans le cadre des dispositions transitoires en application des articles 12, alinéa 1^{er}, et 144, § 5, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Titre I^{er}. – Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « le décret » : le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs;

2° « Directeur de zone » : le membre stagiaire du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 63, § 1^{er}, du décret et dont les missions sont visées aux articles 5 et 6 du décret;

3° « Délégué au contrat d'objectifs » : le membre stagiaire du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 78, § 1^{er}, du décret et dont les missions sont visées aux articles 7 à 9 du décret;

4° « l'épreuve de certification » : l'épreuve de certification visée aux articles 67, § 3, alinéa 1^{er}, et 82, § 3, alinéa 1^{er}, du décret;

5° « la formation » : la formation visée aux articles 67, § 1^{er}, et 82, § 1^{er}, du décret;

6° « jurys » : les jurys de l'épreuve de certification à l'issue de la formation d'insertion professionnelle aux fonctions de Directeur de zone et de Délégué au contrat d'objectifs visés respectivement aux articles 67, § 3, et 82, § 3, du décret. Ces jurys sont au nombre de deux : le premier est compétent pour les Directeurs de zone, le second pour les Délégués au contrat d'objectifs.

Art. 2. L'emploi dans le présent arrêté des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

Titre II. – Modalités de fonctionnement des jurys

Art. 3. Les jurys adoptent, chacun pour ce qui le concerne, leur règlement d'ordre intérieur.

Art. 4. § 1^{er}. Les jurys se réunissent valablement si la moitié au moins de leurs membres est présente.

Les jurys ne peuvent se réunir en l'absence du président ou de son suppléant.

§ 2. Les décisions des jurys sont prises à la majorité simple des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Art. 5. Un membre des jurys ne peut prendre part aux délibérations concernant un Directeur de zone ou un Délégué au contrat d'objectifs dont il est soit le conjoint, soit le cohabitant, soit un parent ou un allié jusqu'au 4^e degré inclus.

Art. 6. Les membres suppléants ne siègent qu'en cas d'empêchement des membres effectifs, dûment justifié par un cas de force majeure ou un conflit d'intérêt éventuel, notamment dans les cas visés à l'article 5.

Cette justification est communiquée par écrit au Président et au secrétaire du jury concerné.

Art. 7. Les jurys se font assister d'un ou plusieurs secrétaire(s) désigné(s) par le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif.

Le secrétaire est notamment chargé de dresser les procès-verbaux des délibérations du jury, de notifier les décisions du jury et d'avertir les organisations syndicales de la tenue des réunions du jury pour assurer conformément à l'article 10, § 2, alinéa 4, le cas échéant, la présence d'un observateur. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 8. Toute divulgation à des tiers d'informations relatives au déroulement et/ou à la teneur de l'épreuve de certification avant le terme de celle-ci est interdite.

Les membres des jurys et les observateurs syndicaux visés à l'article 10, § 2, alinéa 4, sont tenus à la plus grande discrétion quant au déroulement et à la teneur des épreuves et des délibérations, ce qui comporte l'interdiction de divulguer à des tiers des informations y afférentes.

Titre III. – Modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve de certification et pondération des critères d'évaluation

Art. 9. § 1^{er}. Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif fixe les modalités de communication du portfolio, ainsi que sa date de remise. La date de remise du portfolio est fixée à un mois calendrier suivant la notification des modalités telles que fixées dans le présent arrêté aux Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs.

La remise du portfolio est organisée concomitamment pour tous les Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs.

§ 2. Le fonctionnaire général visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, convoque par courrier électronique avec accusé de réception les Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs à la partie orale de l'épreuve de certification au moins 10 jours ouvrables avant la date fixée.

La présentation du portfolio peut être organisée à des moments différents pour chaque Directeur de zone et Délégué au contrat d'objectifs.

L'ordre de passage des Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs est fixé par le tirage au sort d'une lettre de l'alphabet par le fonctionnaire général visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}. Ils sont ensuite classés par ordre alphabétique. Le premier à présenter l'épreuve est celui dont la première lettre du nom correspond à la lettre tirée. Le suivant est celui figurant à la suite du premier dans le classement par ordre alphabétique et ainsi de suite.

Art. 10. § 1^{er}. La partie écrite consiste en la remise d'un portfolio tel que décrit aux articles 67, § 3, alinéa 1^{er}, et 82, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Les Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs sont tenus de référencer les idées et citations qui proviennent d'un autre auteur qu'eux-mêmes.

Toute forme de plagiat est interdite et sera pénalisée dans la cotation finale de l'épreuve.

§ 2. La partie orale consiste en un entretien devant un jury au cours duquel le Directeur de zone ou Délégué au contrat d'objectifs présente son portfolio tel que décrit aux articles 67, § 3, alinéa 1^{er}, et 82, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Le temps consacré à la présentation orale du portfolio est de maximum 20 minutes par Directeur de zone ou Délégué au contrat d'objectifs. Un temps maximal de 30 minutes est consacré aux questions du jury.

Les Directeurs de zone et Délégués au contrat d'objectifs peuvent accompagner leur présentation d'un support, notamment à l'aide d'un logiciel de présentation. Le support ne sera pas évalué.

Les représentants syndicaux peuvent assister, à titre exclusif d'observateurs, à l'épreuve orale.

Art. 11. § 1^{er}. Les critères d'évaluation fixés à l'article 67, § 3, alinéa 5 du décret, sont pondérés comme suit :

1° le critère 1° est noté sur 40 points; Il se divise respectivement en sous-critères :

a) degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du premier volet « personnel et relationnel » de la formation initiale, visé à l'article 11, § 2, du décret : 5 points;

b) degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du deuxième volet « pilotage » de la formation initiale, visé à l'article 11, § 3, du décret : 15 points;

c) degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du troisième volet « administratif » de la formation initiale, visé à l'article 11, § 4, du décret : 5 points;

d) degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du quatrième volet, visé à l'article 11, § 5, du décret : 15 points;

2° les critères 2° et 3° sont notés chacun sur 30 points. Ils seront évalués à l'aune des grilles d'évaluation basées sur les indicateurs du dictionnaire des compétences de l'administration fédérale.

La note finale de l'épreuve de certification est calculée sur un total de 100 points. La cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale.

§ 2. Pour réussir l'épreuve de certification, les Directeurs de zone doivent obtenir minimum 60 pourcents des points de chaque critère visé au § 1^{er}.

Art. 12. § 1^{er}. Les critères d'évaluation fixés à l'article 82, § 3, alinéa 5, du décret, sont pondérés comme suit :

1° le critère 1° est noté sur 40 points; Il se divise respectivement en sous-critères :

a) degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du premier volet « personnel et relationnel » de la formation initiale, visé à l'article 11, § 2, du décret : 10 points;

b) degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du deuxième volet « pilotage » de la formation initiale, visé à l'article 11, § 3, du décret : 20 points;

c) degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre du troisième volet « administratif » de la formation initiale, visé à l'article 11, § 4, du décret : 10 points;

2° les critères 2° et 3° sont notés chacun sur 30 points. Ils seront évalués à l'aune des grilles d'évaluation basées sur les indicateurs du dictionnaire des compétences de l'administration fédérale.

La note finale de l'épreuve de certification est calculée sur un total de 100 points. La cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale.

§ 2. Pour réussir l'épreuve de certification, les Délégués au contrat d'objectifs doivent obtenir minimum 60 pourcents des points de chaque critère visé au § 1^{er}.

Art. 13. Le résultat de l'épreuve de certification est communiqué par voie électronique avec accusé de réception par le Président des jurys, via le secrétaire, dans un délai maximum de 20 jours ouvrables à dater de la passation de l'épreuve orale par le dernier Directeur de zone ou Délégué au contrat d'objectifs.

Art. 14. Le Président de chaque jury veille au bon déroulement des jurys et au respect du décret et du présent arrêté.

Titre IV. – Dispositions finales

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

Art. 16. Le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 janvier 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/30218]

14 JANUARI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de examencommissies voor de certificeringsproef aan het einde van de training voor de beroepsinschakeling voor de ambten van zonedirecteur en afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, alsmede de weging van de beoordelingscriteria en de organisatie en beoordelingsprocedures voor de proef

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Sturingsdienst voor scholen en PMS-centra en tot vaststelling van het statuut van de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, artikel 67, § 3, vierde en zesde lid, en artikel 82, § 3, vierde en zesde lid;

Gelet op de gendertest van 18 september 2020, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandelingen binnen het Sector IX-onderhandelingscomité, het Provinciaal en Lokaal Overheidscomité, afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het Statuut van de Personen in het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van de werknemers die onder deze overheid ressorteren, afgesloten op 19 oktober 2020;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 68.360/2, uitgebracht op 16 december 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 oktober 2019 tot vaststelling van het opleidingsplan voor professionele inschakeling in toepassing van de artikelen 67, § 2, en 82, § 2, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Sturingsdienst voor scholen en PMS-centra en tot vaststelling van het statuut van zonedirecteurs en de afgevaardigden bij de doelstellingenovereenkomst;

Gelet op het besluit van 14 januari 2021 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het plan voor initiële opleiding van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst in het kader van de overgangsbepalingen met toepassing van de artikelen 12, eerste lid, en 144, § 5, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;
Na beraadslaging,
Besluit :

Titel I. - Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Sturingsdienst voor scholen en PMS-centra en tot vaststelling van het statuut van de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

2° "zonedirecteur" : de stagiair die lid is van de Algemene Sturingsdienst voor scholen en PMS-centra bedoeld in artikel 63, § 1 van het decreet en waarvan de opdrachten worden vermeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

3° "afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst" : het lid van Algemene Sturingsdienst voor scholen en PMS-centra bedoeld in artikel 78, § 1, van het decreet en waarvan de opdrachten worden vermeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet;

4° "de certificeringsproef" : de certificeringsproef bedoeld in de artikelen 67, § 3, eerste lid, en 82, § 3, eerste lid, van het decreet;

5° "opleiding" : de opleiding bedoeld in de artikelen 67, § 1 en 82, § 1 van het decreet;

6° "examencommissies" : de examencommissies voor de certificeringsproef aan het einde van de opleiding voor beroepsinschakeling in de ambten van zonedirecteur en afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst bedoeld in respectief artikel 67, § 3 en 82, § 3 van het decreet. Er zijn twee examencommissies: de eerste is bevoegd voor de zonedirecteurs, de tweede voor de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst.

Art. 2. Het gebruik in dit besluit van mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschluchtig met het oog op de leesbaarheid van de tekst, onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van de beroepen, ambten, rangen of titels.

Titel II. – Nadere werkingsregels voor de examencommissie

Art. 3. De examencommissies stellen hun huishoudelijke reglement vast.

Art. 4. § 1. De examencommissies komen geldig bijeen indien minstens de helft van hun leden aanwezig is.

De examencommissies mogen niet bijeenkomen in afwezigheid van de voorzitter of zijn plaatsvervanger.

§ 2 De beslissingen van de examencommissies worden genomen met een gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 5. Een lid van de examencommissies mag niet deelnemen aan de beraadslagingen over een zonedirecteur of een afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst waarvan de echtgenoot, de samenwonende partner, de ouder of een familielid tot en met de 4e graad lid is van de examencommissie.

Art. 6. Plaatsvervangende leden nemen alleen zitting in geval van verhindering van de werkende leden, naar behoren met redenen omkleed door een geval van overmacht of een mogelijk belangenconflict, inzonderheid in de in artikel 5 bedoelde gevallen.

Deze motivering wordt schriftelijk aan de voorzitter en de secretaris van de betrokken examencommissie meegedeeld.

Art. 7. De examencommissies worden bijgestaan door een of meer secretarissen die worden benoemd door de ambtenaar-generaal die belast is met de sturing van het onderwijsstelsel.

De secretaris is inzonderheid belast met het opstellen van de notulen van de beraadslagingen van de examencommissie, het meedelen van de beslissingen van de examencommissie en het meedelen aan de vakbondsorganisaties van de vergaderingen van de examencommissie om, overeenkomstig artikel 10, § 2, lid 4, de aanwezigheid van een waarnemer te verzekeren, indien nodig. Hij heeft geen stemrecht.

Art. 8. Het is verboden om informatie met betrekking tot het uitvoeren en/of de inhoud van de certificeringsproef vóór het afsluiten ervan aan derden bekend te maken.

De leden van de examencommissies en de vakbondswaarnemers bedoeld in artikel 10, § 2, vierde lid, zijn verplicht de grootst mogelijke discretie in acht te nemen met betrekking tot het verloop en de inhoud van de proeven en beraadslagingen, met inbegrip van het verbod om informatie over deze proeven en beraadslagingen aan derden bekend te maken.

Titel III. - Regelingen voor de organisatie en de beoordeling van de certificeringsproef en de weging van de beoordelingscriteria

Art. 9. § 1. De ambtenaar-generaal die belast is met de Algemene Directie voor de sturing van het onderwijsstelsel bepaalt de wijze waarop de portefeuille wordt meegedeeld en de indieningsdatum ervan. De datum van indiening van de portefeuille is vastgesteld op één kalendermaand na de kennisgeving van de in dit besluit vastgelegde procedures aan de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst.

De indiening van de portefeuille wordt tegelijkertijd georganiseerd voor alle zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst.

§ 2. De in § 1, lid 1, bedoelde algemene ambtenaar roept minstens 10 werkdagen voor de vastgestelde datum per e-mail met ontvangstbevestiging de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst bijeen voor het mondelinge gedeelte van de certificeringsproef.

De presentatie van de portefeuille kan op verschillende tijdstippen worden georganiseerd voor elke zonedirecteur en voor elke afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

De volgorde van optreden van de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst wordt bepaald door loting van één letter van het alfabet door de in § 1, lid 1 bedoelde ambtenaar-generaal. Zij worden dan in alfabetische volgorde gerangschikt. De eerste die de proef presenteert is degene waarvan de eerste letter van de naam overeenkomt met de getekende letter. De volgende is die na de eerste in alfabetische volgorde, enzovoort.

Art. 10. § 1. Het schriftelijke gedeelte bestaat uit het indienen van een portefeuille zoals beschreven in de artikelen 67, § 3, eerste lid, en 82, § 3, eerste lid, van het decreet.

De zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst zijn verplicht te verwijzen naar ideeën en citaten die afkomstig zijn van een andere auteur dan zichzelf.

Elke vorm van plagiaat is verboden en zal worden bestraft bij de eindscore van de proef.

§ 2. Het mondelinge gedeelte bestaat uit een interview voor een examencommissie waarbij de zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst zijn portefeuille voorstelt zoals beschreven in de artikelen 67, § 3, eerste lid, en 82, § 3, eerste lid, van het decreet.

De tijd voor de mondelinge presentatie van de portefeuille is maximaal 20 minuten per zonedirecteur en de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Er wordt maximaal 30 minuten besteed aan vragen van de examencommissie.

De zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst kunnen hun presentatie begeleiden met een ondersteuning, inzonderheid met behulp van een presentatiesoftware. De steun wordt niet geëvalueerd.

Vakbondsvertegenwoordigers mogen het mondelinge examen uitsluitend als waarnemer bijwonen.

Art. 11. § 1. De in artikel 67, § 3, vijfde lid, van het decreet vastgestelde beoordelingscriteria worden als volgt gewogen:

1° criterium 1° wordt gescoord op 40 punten; het wordt respectief onderverdeeld in subcriteria:

a) mate van beheersing van de kennis en de veronderstelde bekwaamheden die zijn ontwikkeld in het kader van de eerste "persoonlijke en relationele" component van de basisopleiding, bedoeld in artikel 11, § 2, van het decreet: 5 punten;

b) mate van beheersing van de kennis en de veronderstelde bekwaamheden die zijn ontwikkeld in het kader van het tweede onderdeel "sturing" van de basisopleiding, bedoeld in artikel 11, § 3, van het decreet: 15 punten;

c) mate van beheersing van de kennis en de veronderstelde vaardigheden die zijn ontwikkeld in het derde "administratieve" onderdeel van de basisopleiding, bedoeld in artikel 11, § 4, van het decreet: 5 punten;

d) mate van beheersing van de kennis en de veronderstelde vaardigheden die zijn ontwikkeld in het vierde onderdeel, bedoeld in artikel 11, § 5, van het decreet: 15 punten;

2° de criteria 2° en 3° krijgen elk een score van 30 punten. Ze zullen worden beoordeeld aan de hand van evaluatiooosters op basis van de indicatoren van het bevoegdheidswoordenboek van de federale administratie.

Het eindcijfer voor de certificeringsproef wordt berekend op een totaal van 100 punten. De toegekende score stopt bij de tweede decimaal.

§ 2. Om te slagen voor de certificeringsproef moet de zonedirecteur minstens 60 procent van de punten voor elk van de in § 1 genoemde criteria behalen.

Art. 12. § 1. De in artikel 82, § 3, vijfde lid, van het decreet vastgestelde beoordelingscriteria worden als volgt gewogen:

1° criterium 1° wordt gescoord op 40 punten; het is onderverdeeld in subcriteria :

a) mate van beheersing van de kennis en de veronderstelde bekwaamheden die zijn ontwikkeld in het kader van de eerste "persoonlijke en relationele" component van de basisopleiding, bedoeld in artikel 11, § 2, van het decreet: 10 punten;

b) mate van beheersing van de kennis en de veronderstelde bekwaamheden die zijn ontwikkeld in het kader van het tweede onderdeel "sturing" van de basisopleiding, bedoeld in artikel 11, § 3, van het decreet: 20 punten;

c) mate van beheersing van de kennis en de veronderstelde vaardigheden die zijn ontwikkeld in het derde "administratieve" onderdeel van de basisopleiding, bedoeld in artikel 11, § 4, van het decreet: 10 punten;

2° de criteria 2° en 3° krijgen elk een score van 30 punten. Ze zullen worden beoordeeld aan de hand van evaluatiooosters die gebaseerd zijn op de indicatoren van het competentiewoordenboek van de Federale overheid.

Het eindcijfer voor de certificeringsproef wordt berekend op een totaal van 100 punten. De toegekende score stopt bij de tweede decimaal.

§ 2. Om te slagen voor de certificeringsproef moeten de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst minimaal 60 procent van de punten voor elk van de criteria in § 1 behalen.

Art. 13. Het resultaat van de certificeringsproef wordt elektronisch meegedeeld met een ontvangstbevestiging door de voorzitter van de examencommissie, via de secretaris, binnen maximaal 20 werkdagen na de datum van de mondelinge proef door de laatste zonedirecteur of de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

Art. 14. De voorzitter van elke examencommissie ziet toe op de goede werking van de examencommissies en de naleving van het decreet en van dit besluit.

Titel IV. - Slotbepalingen

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 16. De minister die bevoegd is voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 januari 2021.

De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR